

Journées d'Etude du Réseau des Géographes Libertaires #5

COMMUN·E·S :

ACTUALITÉ DU MUNICIPALISME LIBERTAIRE.

A l'heure de la métropolisation et de la fusion-agrandissement des collectivités territoriales en France, le thème choisi par le Réseau des Géographes Libertaires pour ses 5^e journées d'études peut paraître incongru. L'observation de terrain, l'analyse théorique et l'implication militante, triple pilier de l'action de ses membres, justifient pourtant ce choix.

Les sciences sociales accumulent depuis plus de deux décennies les recherches portant sur les reconfigurations du « local » et de la « proximité » dans une dynamique contraire mais néanmoins intrinsèquement liée à celle de la mondialisation. Leurs analyses détaillent la façon dont des projets « à échelle humaine », sans intermédiaires, sont conçus et mis en œuvre par des personnes regroupées sur une base affinitaire ou un engagement personnel. La remise en cause de l'État comme unique échelle de légitimité et de solidarité s'accompagne d'une effervescence d'expérimentations, plus ou moins nouvelles, s'affichant plus ou moins politisées, et se positionnant de diverses manières à l'égard de l'Etat (dans / mais sans / hors / contre / avec). Ces initiatives, qui s'inscrivent dans des territoires divers, partagent un ensemble de principes d'organisation et d'action mais se distinguent dans leurs contenus et les groupes sociaux qu'elles concernent. La volonté de s'organiser indépendamment de l'Etat et / ou du marché s'est aujourd'hui banalisée. Ce qui est mis aujourd'hui au travail ce sont les modalités de sa mise en œuvre pratique : quel positionnement à l'égard des normes, et quelle marge de manœuvre ? des aides financières et de la protection sociale ? des lois et du système juridique ? de la propriété foncière ? de reconfigurations politiques à l'échelle locale impulsées par l'Etat ? etc. Mais aussi : quelles ressources trouver dans la confrontation de différents appareils d'État ? Comment jouer sur les contradictions de l'Etat sans entrer en contradiction avec ses propres objectifs ?

D'autre part, les modalités classiques de la prise de décision en démocratie représentative sont remises en cause. Les différents scrutins électoraux connaissent désormais une abstention toujours élevée. La signification politique de cette abstention devient évidente. Des listes « citoyennes », revendiquant parfois des formes de « démocratie directe », se multiplient dans de nombreuses communes. Elles s'inscrivent toutes dans une recherche d'horizontalité qui questionne, en miroir, les dispositifs centralisés des pouvoirs en place, et le transfert des compétences territoriales à des communautés de communes ou d'agglomération qui s'étendent toujours plus. Au-delà du jeu électoral, en zone urbaine comme en zone rurale, des collectifs s'organisent localement pour se réapproprier leurs lieux de vie, décider de la façon dont ils souhaitent vivre ensemble leur territoire. Ces initiatives peuvent prendre la forme d'assemblées qui transcendent les périmètres administratifs et correspondent d'abord aux échelles vécues par les habitant·es concerné·es, ou plutôt qui se sentent concerné·es.

Par ailleurs, les mouvements sociaux prennent de plus en plus la forme de mouvements spatiaux. Les ZAD, le mouvement des places, les occupations de lieux sont devenus les formes privilégiées de contestation et d'opposition au système capitaliste et à l'autorité d'État. Ce phénomène interpelle l'ensemble des sciences sociales et tout particulièrement le ou la géographe qui peut y voir comme un point d'orgue du *spatial turn* évoqué dans les années 1990. La contestation par occupation a des origines anciennes et les initiatives récentes s'inscrivent dans une filiation conséquente. Mais ce qui interpelle aujourd'hui, c'est leur généralisation. L'opposition par l'occupation de l'espace, par l'imposition des corps et la construction ici et maintenant d'une vie alternative, est devenu un moyen d'action fondamental. Même des élu·es de la « République » en appellent parfois à une ZAD pour ne pas se faire imposer tel ou tel projet d'aménagement, alors qu'au sein de ces mouvements, des composantes refusent justement de jouer le jeu du "citoyennisme" et de la représentation électorale.

Ces journées discuteront notamment de la notion de municipalisme libertaire, théorisée par Murray Bookchin, à partir des années 1990. Cette pensée influence parfois, et questionne certainement, les initiatives et mouvements évoqués ci-dessus. Que puise-t-elle dans des expériences passées d'appropriation du pouvoir d'agir et de construction de l'État par ascendance, comme la révolution cantonale lors de la première République espagnole ? La pensée du municipalisme libertaire est-elle similaire au communalisme insurrectionnel ? Ce municipalisme libertaire représente-t-il une nouvelle voie stratégique, qui le distinguerait du municipalisme de base refusant l'électoralisme ? Bookchin effectue-t-il le bon diagnostic en affirmant que l'anarchisme dit classique refuserait des "structures" ? Fonde-t-il sa commune, cellule de mobilisation et de projet, sur une base organique ou territoriale ?

Toutes ces expériences nourrissent la pensée libertaire et renouvellent la dimension spatiale du projet anarchiste. Mais l'émancipation individuelle et collective de toutes les formes de domination est-elle nécessairement un objectif de ce qui relève de démocratie directe, de citoyennisme, d'assemblée, de coopérativisme, d'auto-gouvernement, de localisme, d'économie sociale et solidaire ? Qu'est-ce qui distingue le commun comme projet politique émancipateur de la simple ressource gérée collectivement ? Historiquement, le mouvement anarchiste fut d'abord collectiviste avant que de se considérer comme communiste libertaire, mais le débat n'a jamais été clos à ce sujet. Il revient à l'ordre du jour suite à la faillite du communisme autoritaire dont on peut se demander s'il ne revient pas subrepticement par le biais des courants marxistes ou religieux qui mettent en avant le "commun" et les "biens communs" (terme forgé par le théologien chrétien Augustin d'Hippone). Mais "commun" et "collectif" désignent-ils la même chose ? Sont-ils porteurs des mêmes enjeux politiques ? Comment penser la propriété dans une perspective émancipatrice ?

Réinvestir la notion de « commune », conçue comme processus d'émancipation et d'organisation en construction permanente, doit permettre de faire dialoguer des pensées du 19^e siècle avec celles d'aujourd'hui. Il s'agit de confronter les

expériences fondatrices avec les plus récentes en France, en Europe et ailleurs dans le monde. Notion-pivot, la « commune » peut constituer l'outil privilégié d'une géographie critique de l'action publique, de l'organisation du territoire et des mouvements sociaux.

PROGRAMME

Jeudi après-midi :

Université Paris 8 - 2, rue de la liberté - Saint-Denis. Bâtiment C.

13h30 - 15h30

Introduction - Johan Milian et Marion Tillous

Odile Tourneux

« La commune à l'échelle de la fédération : quand le fédéralisme étatiste questionne le fédéralisme libertaire »

Rémi Bénos et Simon Maraud

« Décoloniser la commune. Communautés et territoires du communalisme libertaire »

Quentin Deluermoz

« Entre le contingent et le possible : la Commune de Paris, 1871 »

16h - 18h

Atelier : « Repenser nos terrains au prisme de propositions de Bookchin. Construction collective d'une grille d'analyse à partir d'extraits de textes de Murray Bookchin et essai d'application à nos terrains de recherche ou expériences vécues. »

Animé par : Frédérique Blot et Marius Chevallier

Vendredi matin :

Université Paris 8 - 2, rue de la liberté - Saint-Denis. Salle

9h - 11h

Marianne Enckell

« Le municipalisme de Murray Bookchin est-il un modèle universel ? »

Floréal Roméro

« Bookchin: du communisme au communalisme en passant par l'anarchisme social »

Philippe Pelletier

« Le municipalisme libertaire de Bookchin est-il biologique ou social ? »

11h20 - 12h40

Engin Sustam

« La Commune dans l'espace kurde : Municipalité et Barricades à Bakur et à

Rojava »

Jean Maillet, Valérien Poyau et Johan Milian - UNADEL

« Cinquante ans de démocratie locale à travers le dialogue élu·es - citoyen·nes : espoirs, volontarisme et limites »

- déjeuner à prix libre -

Vendredi après-midi :

Université Paris 8 - 2, rue de la liberté - Saint-Denis. Bâtiment C.

13h40 - 15h40

Dieg Miralles Buil

« Des "municipalités du changement" au communalisme libertaire. Le cas des luttes pour le droit au logement à Barcelone et Madrid »

Tristan Réchid

« Saillans, une expérimentation de démocratie locale où le politique c'est l'habitant, et l'élu, son représentant »

Mauve Letang

« Des communs au commun : nouvelles pratiques de gouvernement des espaces forestiers dans l'Himalaya (Inde et Népal) »

16h - 18h30 « Et maintenant ? »

Assemblée générale du réseau des géographes libertaires

Ouverte à tous·tes, curieux·ses et sympathisant·es y compris

NB : Les communications et l'assemblée générale débiteront à l'heure dite.

Vendredi soir :

20h : concert kurde

Soirée et repas à prix libre.

Dionysité - 4 place Paul Langevin - Saint-Denis

Samedi - Journée de géographie débridée.

Dionysité - 4 place Paul Langevin - Saint-Denis. Dedans, ou devant, sur la pelouse.

10h : Atelier d'auto-cartographie « Territoire de soi, frontières intimes »

Inspiré par l'Atelier de Géographie Populaire du Plateau de Millevaches : « A partir du contour de sa propre silhouette, chercher à représenter les frontières, les liens, les porosités entre le dedans/le dehors. Représenter et mettre en partage ce qui

nous peuple, ce qui nous touche, nous habite, nous traverse et ce qui nous est extérieur ». Apportez vos couleurs !

12h30 - 14h : déjeuner commun (chacun·e apporte de quoi partager)

14h : Atelier de cartographie participative : les JO 2024 dans votre quartier! Pour partager les connaissances sur les bouleversements prévisibles qu'occasionneront les Jeux olympiques à Saint-Denis et imaginer ensemble des alternatives.

19h : repas à prix libre

20h : projection du film Permakababio

Histoire d'un jardin expérimental en permaculture, dans le village de Kabadio en Casamance, dans le Sud du Sénégal. Film documentaire réalisé par Anouk Lejczyk. Projection en présence de la réalisatrice et du producteur, Benjamin Jayr, de l'Association IEFR.